

INFO' ACTIONS

N° 133 – OCTOBRE 2022-AVRIL 2023



CLIMAT ET INÉGALITÉS: LE TEMPS DE L'ACTION

LE DOSSIER DU MOMENT

**RELEVER
LE DÉFI
CLIMATIQUE**

EN DIRECT DU TERRAIN

**CONFLIT EN UKRAINE :
OXFAM AUX CÔTÉS
DES PERSONNES
DÉRACINÉES**

TÉMOIGNAGE

**FÉMINISTES
EN ACTION :
SOUTENIR
LES ORGANISATIONS
FÉMINISTES
À TRAVERS LE MONDE**



OXFAM
France



APRÈS L'ÉTÉ DE TOUS LES DANGERS, METTRE FIN AUX RENONCEMENTS

Incendies, canicules, inondations, sécheresses et autres événements climatiques extrêmes... L'été 2022 a confirmé de manière brutale les changements à l'œuvre sur la planète depuis de nombreuses années. Les bouleversements du climat ne sont plus seulement une menace pour les générations futures. Ils sont une réalité que nous ressentons dans nos corps et qui modifie les paysages sous nos yeux. Au-delà, ces dérèglements affectent durement les conditions de vie et les moyens de subsistance de millions de femmes et d'hommes. Jusqu'à rendre leur foyer inhabitable, et à les contraindre à l'abandonner pour survivre. Si personne n'est à l'abri, ce sont les personnes les plus pauvres et marginalisées, pourtant les moins responsables, qui sont les plus touchées (*voir notre dossier pages 5 à 7*).

Agir face au changement climatique et son impact sur la planète est une priorité qui doit se traduire en actes forts et justes. Oxfam soutient les citoyennes et citoyens du monde entier qui, confronté·e·s aux renoncements des dirigeants politiques et économiques, veulent se faire entendre. Ensemble, nous exigeons des décisions concrètes, immédiates et ambitieuses. Et ça fonctionne !

Nous avons obtenu il y a un an la condamnation de l'État français pour inaction climatique. Après plusieurs années de procédure, c'est la première fois que la responsabilité de l'État dans la crise climatique était reconnue. Une victoire historique que nous suivons de près ! Voici quelques semaines, à l'occasion des discussions autour de projet de loi de finances, le gouvernement a proposé la fin des garanties à l'export aux nouveaux projets pétroliers et gaziers. Après des années de protestation de la société civile, c'est une avancée décisive qui

pourrait inciter d'autres pays à s'engager, et rediriger ainsi des milliards d'euros vers la transition énergétique. Nous resterons mobilisé·e·s avec nos bénévoles et salarié·e·s tout au long de l'automne pour exiger des engagements fermes et favorables au plus grand nombre.

Agir face aux changements climatiques et aux inégalités, c'est aussi apporter un soutien concret à celles et ceux dont la vie est déjà bouleversée. Sur le terrain, les équipes d'Oxfam sont présentes auprès des hommes et des femmes victimes des conflits ou des dérèglements du climat : en Ukraine et dans les pays limitrophes, aux côtés des réfugié·e·s qui ont fui les combats (*p. 9*) ; au Pakistan dévasté par des inondations meurtrières ; et partout dans le monde où des personnes voient leur quotidien menacé (*p. 8*).

Toutes ces actions sont rendues possibles grâce à votre engagement. Par vos dons, vos achats dans nos magasins solidaires, en participant au Trailwalker, en signant nos pétitions, en relayant nos messages, vous renforcez le pouvoir citoyen et vous nous permettez de porter la voix des plus vulnérables jusqu'au plus haut niveau. Merci pour votre contribution. Plus que jamais, ensemble, continuons à peser pour mettre fin aux renoncements de nos décideurs !

Je vous souhaite une agréable lecture de votre Info'actions.

Frédéric Séguret
Président d'Oxfam France

OXFAM FRANCE VOUS REND DES COMPTES

Le 29 novembre, comme l'année dernière, nous organisons un échange en ligne à l'attention de nos donateurs et donatrices. L'objectif : vous présenter les actions menées cette année en France et dans le monde grâce à votre soutien, et vous donner la parole pour nous poser toutes vos questions sur l'utilisation de vos dons et les actions d'Oxfam France. Cécile Duflot, directrice d'Oxfam France, Yacine Ndoye, Chargée de la relation donateurs et donatrices, et plusieurs personnes de l'équipe d'Oxfam France interviendront lors de cet échange.

› POUR VOUS INSCRIRE ET PARTICIPER À L'ÉCHANGE :
www.oxfamfrance.org/webinaire-oxfam-france-vous-rend-des-comptes

VOTRE AVIS COMPTE POUR NOUS !

En avril dernier, nous vous avons adressé une enquête pour partager avec nous le regard que vous portez sur les actions d'Oxfam France, et l'impact que vous en attendez. Vous avez été plus de 700 à y répondre : merci ! Votre avis est essentiel pour nous permettre de continuer à mener nos actions contre les inégalités et la pauvreté.

› Vous pouvez consulter les résultats de cette enquête sur la page :
www.oxfamfrance.org/soutenir-nos-actions/votre-avis-nous-interesse

LE TEMPS DE L'ACTION



Marche pour le climat, Paris, mars 2021 © François Lafite

A l'heure où les crises fleurissent sur un système économique mondial défaillant, celui-ci laisse de plus en plus de monde sur le bord de la route. Après des décennies de progrès, le niveau de la faim sur la planète a grimpé en flèche depuis 2019, menant à des conditions dramatiques d'insécurité alimentaire et même de famine dans de nombreuses régions du monde. 160 millions de personnes sont par ailleurs tombées dans la pauvreté depuis le début de la pandémie de COVID-19, impactées par la hausse des prix, le chômage, les restrictions de circulation, etc.

Pendant ce temps, les richesses mondiales sont toujours plus concentrées, dans des proportions hors de sens. Si à moyen et long termes, la fiscalité et les règles régissant la répartition des richesses doivent être réformées en profondeur, des mesures correctrices et urgentes doivent être prises dès maintenant.

Conflits, COVID, changements climatiques : les crises fleurissent sur le terreau d'un système défaillant

La faim gagnait déjà du terrain avant même que la pandémie de COVID-19 ne frappe. **Mais entre 2020 et 2021, le nombre de personnes vivant dans des conditions de famine a encore été multiplié par six.** Les impacts économiques de la pandémie ont fait basculer des dizaines de millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Une crise succédant à une autre, depuis le début de l'année et du conflit en Ukraine le prix des denrées alimentaires de base – comme le pain, la farine ou l'huile – a augmenté de manière insoutenable. Dernier ingrédient à ce cocktail explosif, la crise climatique aggrave la faim dans un monde qui en souffre déjà.

Conséquence : des centaines de millions de personnes dans le monde ne peuvent aujourd'hui plus accéder à des denrées alimentaires, et **on estime que 263 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté extrême cette année**, au rythme d'un million de personnes toutes les 33 heures. La pandémie a également fait reculer l'atteinte de la parité entre les femmes et les hommes à 135 ans, contre 99 ans auparavant.

¹ www.oxfamfrance.org/rapports/quand-la-souffrance-rapporte-gros

Quand l'ultra-richesse prospère au détriment des plus pauvres

Ces crises se superposent à d'autres qui existaient déjà auparavant. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase pour des millions de femmes et d'hommes dans le monde. **Pendant ce temps, les acteurs qui entretiennent les inégalités sont ceux qui, au cœur de la crise, continuent d'engranger des profits.**

Dans le rapport « *Quand la souffrance rapporte gros* »¹, nous révélons **comment la pandémie a vu émerger 573 nouveaux milliardaires, au rythme d'un milliardaire toutes les 30 heures.** Les milliardaires des secteurs de l'agroalimentaire, du « Big Pharma » et de l'énergie voient leur fortune gonfler à hauteur d'un milliard de dollars tous les deux jours.

Remettre les politiques de lutte contre les inégalités au centre

Ces inégalités en hausse ne sont pas une fatalité, mais la conséquence de choix politiques injustes, qui même en temps de crise favorisent les plus fortuné•e•s et puissant•e•s au détriment des plus vulnérables. Endiguer les inégalités relève avant tout d'une volonté politique, et de mesures ambitieuses !

Ces derniers mois, plusieurs pays – l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Grèce ou encore la Roumanie – **se sont déjà prononcés pour la mise en place de taxes exceptionnelles sur les superprofits des grandes entreprises pour soutenir l'effort en temps de crise.** Fin septembre, les ministres européens de l'énergie se sont mis d'accord sur la mise en place d'une taxe sur les bénéfices extraordinaires du secteur de l'énergie et des combustibles fossiles. C'est une avancée positive, mais l'ambition doit être rehaussée : la taxation des superprofits ne doit pas se limiter au seul secteur de l'énergie !

Après des mois où il niait l'existence même des superprofits des grandes entreprises, le gouvernement français a proposé un texte calqué sur l'accord européen qui ne cible que le secteur de l'énergie. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la France est toujours aussi peu ambitieuse. Pourtant, nous estimons qu'une taxe plus large permettrait de dégager entre 10 et 20 milliards d'euros, une somme qui permettrait de financer la transition écologique et des mesures sociales plus justes !

Alors que les inégalités s'aggravent, il est urgent de construire un modèle qui permet d'assurer les besoins de base de toutes et tous, tout en respectant les limites de la planète.

QU'EST-CE QU'UNE TAXE SUR LES SUPERPROFITS ?

C'est une taxe applicable aux grandes entreprises qui enregistrent des hausses importantes de bénéfices non pas grâce à des innovations ou des gains de productivité mais en profitant de circonstances externes comme une guerre ou une pandémie pour augmenter leur prix. La taxe ne concerne que la partie « exceptionnelle » des bénéfices.

► POUR EN SAVOIR + :
www.oxfamfrance.org/rapports/taxation-superprofits-recommandations



LES INFOS DE CES DERNIERS MOIS

« Second Hand September » 2022 : un mois 100 % seconde main !

Le *Second Hand September* est un challenge international lancé par Oxfam en Grande-Bretagne, en 2019. Pendant ce mois dédié à l'occasion, nous lançons un défi aux citoyennes et citoyens : **consommer uniquement de la seconde main pendant trente jours, au moins**. Oxfam France participe à ce mouvement depuis deux ans avec pour objectif **de promouvoir la seconde main et de défendre la mode d'occasion comme une véritable alternative de consommation face à la « fast fashion »**.

Si l'industrie de la mode paraît parfois obscure, son impact sur l'environnement et la vie des travailleur·euse·s et des populations à travers le monde est bien visible. 130 milliards de vêtements sont consommés chaque année sur la planète ; un nombre qui a explosé depuis le siècle dernier ! Surproduction, exploitation, surconsommation : face à ces constats, le pouvoir citoyen s'élève et des alternatives émergent en nombre, pour une mode plus éthique. Depuis bientôt quinze ans en France et plus de soixante-dix ans en Angleterre, les magasins Oxfam proposent des articles d'occasion à prix solidaire, et mettent la seconde main sur le devant de la scène.

Cette année, le *Second Hand September* a fait la part belle à nos bouquineries, avec la première édition de la soirée « Nuit d'Encre » à Paris, entre lectures musicales, numéro de danse et autres surprises littéraires. A Lille, un événement organisé

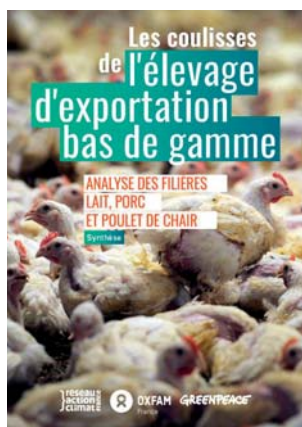
par l'équipe de la friperie a rassemblé stands de vêtements vintage, créateur·rice·s, ateliers et conférences. Une soirée de clôture a eu lieu au Dressing à Paris, rassemblant les influenceuses et partenaires du *Second Hand September*. Plusieurs conférences en ligne ont également été organisées tout au long du mois de septembre, notamment pour informer sur les impacts de la « mode jetable » et proposer des alternatives. Enfin, nous nous sommes allié·e·s avec la jeune marque française *Resap* pour créer une collection de bananes à partir de vêtements collectés dans nos friperies.

L'engouement pour cette campagne, avec environ 1 500 personnes inscrites au défi en France, et plus de 13 000 engagements sur Instagram, montre que la consommation solidaire est un sujet plus que jamais d'actualité. On se donne rendez-vous en 2023 pour une édition augmentée !

- POUR EN SAVOIR + : <https://bit.ly/defi-second-hand-september>
- RETROUVEZ LES ADRESSES DE NOS MAGASINS à Lille, Strasbourg et Paris : www.oxfamfrance.org/magasins-oxfam



Les coulisses de l'élevage d'exportation bas de gamme



Dans un secteur économique monopolisé par quelques grands groupes agroalimentaires, les trois filières agricoles les plus exportatrices (lait, porc et volaille de chair) ont des impacts humains, économiques et environnementaux déléteurs. C'est ce que nous révélons dans le rapport « Les coulisses de l'élevage d'exportation bas de gamme », publié en octobre avec le Réseau Action Climat et Greenpeace

France. En contradiction totale avec les attentes sociétales, les acteurs de ces filières sont aujourd'hui enfermés dans un modèle insoutenable, à repenser en profondeur.

Notre étude montre que les filières françaises de lait, porc et volaille de chair exportent respectivement à hauteur de 42 %, 39 % et 25 % de leur production. La part de ces exportations destinée aux pays en développement est en augmentation et concerne essentiellement des produits très bas de gamme comme le « poulet export », les bas morceaux du porc ou le lait en poudre. Parallèlement, la France importe des morceaux plus haut de gamme pour répondre à la demande alimentaire de la population

française. Un non-sens qui a de lourdes conséquences ! Cette stratégie absurde d'exportation de produits *low cost*, dominée par des entreprises agroalimentaires très puissantes, **enferme les éleveurs français dans une course à la concurrence et à la recherche du coût le plus bas possible.**

Les conséquences de ce modèle sont ravageuses. Non seulement les produits bas de gamme déversés à bas coût déstructurent les marchés des pays en développement, mais ce modèle a aussi de lourds impacts sur le secteur de l'élevage français. Les éleveurs enfermés dans ce système ultra-productiviste dépendent de marchés internationaux volatiles et peu rémunérateurs, tant pour leurs intrants que pour l'écoulement de leur production. Les conditions de production de ces produits issus de l'élevage intensif sont par ailleurs très peu compatibles avec le bien-être animal et ont un fort impact environnemental.

Avec ce rapport, nous rappelons la nécessité de **repenser d'urgence notre modèle agricole et alimentaire**, et d'accélérer la transition vers un modèle agroalimentaire éthique et durable, qui permette de nourrir l'ensemble de la population mondiale.

- POUR LIRE LE RAPPORT « LES COULISSSES DE L'ÉLEVAGE D'EXPORTATION BAS DE GAMME » ET EN SAVOIR + : www.oxfamfrance.org/rapports/les-coulisses-de-leveage-dexportation-bas-de-gamme



LE DOSSIER DU MOMENT

RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE



Cet été, avec une succession historique de trois épisodes de chaleur extrêmes, les images des feux de forêt dévastateurs en Gironde, en Grèce, en Espagne, au Portugal, ont fait la Une des médias et le tour des réseaux sociaux. Fin août, c'est le Pakistan qui était victime de crues dévastatrices – un tiers du pays a été touché par la montée des eaux – après un été de précipitations d'une intensité extrême. Et les exemples sont nombreux, partout dans le monde.

Le dérèglement climatique a pour conséquence l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes (inondations, sécheresses, feux, vagues de chaleurs, montée des eaux, tornades, etc.). **Les changements climatiques ne sont plus une lointaine menace, mais une réalité qui nous affecte toutes et tous, partout dans le monde. Et les conséquences humaines et matérielles sont déjà considérables** : désertification, baisse des rendements agricoles, aggravation de la faim, de la pauvreté et des inégalités... Dans les zones les plus exposées, privées de ressources et contraintes au déplacement, des populations entières ne peuvent plus subvenir à leurs besoins vitaux les plus élémentaires.

Face à cet enjeu planétaire et malgré les engagements pris lors de la signature de l'Accord de Paris en 2015, **aujourd'hui encore trop peu d'Etats ont mis en place des mesures à la hauteur du défi, et les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter.**

Des actions fortes et concrètes sont dès maintenant nécessaires pour faire changer notre modèle en profondeur et lutter efficacement contre les changements climatiques et leurs impacts. **Partout dans le monde, les citoyen·ne·s et la société civile se mobilisent pour exiger des engagements forts. La mobilisation citoyenne peut changer la donne !**

Mobilisation en amont de la COP26, automne 2021 © Laurence Geai



LE SAVIEZ-VOUS ?



D'ici 2030, les effets des changements climatiques risquent de précipiter 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté.



500 millions de personnes dans le monde vivent dans des régions touchées par la désertification et subissent directement les conséquences dramatiques de la sécheresse.



Actuellement, 62 % de la population française est déjà exposée de manière forte ou très forte aux risques climatiques. Un chiffre qui augmentera dans les années à venir.



Au Burundi, Marceline Manirambona expérimente les techniques de l'agroécologie. Elle a augmenté sa production de manioc, ce qui lui a permis d'acheter du bétail et de payer les frais de scolarité de ses enfants. Février 2022 © Nora Kiefer/Oxfam

Inégalités climatiques : de quoi parle-t-on ?

Si les changements climatiques sont aujourd'hui une réalité pour l'ensemble de la planète, tous les pays n'y sont pas confrontés de la même façon, et ne disposent pas des mêmes moyens pour y faire face. **Ce sont les pays les plus pauvres qui subissent aujourd'hui le plus fortement les impacts des événements climatiques extrêmes.** Pourtant, la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 10 % des émissions de CO₂, tandis que les 10 % les plus riches de la planète génèrent à eux seuls 50 % de ces émissions.

Les pays du Sud sont non seulement plus vulnérables géographiquement et sont touchés de plein fouet lorsque des catastrophes surviennent, mais ils ont également beaucoup moins de moyens pour y faire face et, plus généralement, pour s'adapter aux changements climatiques. **Ce sont alors des millions de personnes qui se retrouvent sans abris, sans accès à la nourriture ou à l'eau potable, et qui sont souvent forcé•e•s de fuir leur foyer pour survivre.**

Les populations vivant dans des pays pauvres ont cinq fois plus de risques d'être déplacées du fait de catastrophes climatiques que celles des pays riches.

Bien que ces déplacements forcés causés par des catastrophes climatiques aient toujours existé, les chiffres sont en constante augmentation. Une nouvelle fois, ce sont les pays les plus pauvres qui font face aux plus grands risques de déplacements forcés. **Les catastrophes dues aux changements climatiques sont aujourd'hui le principal facteur de déplacement interne dans le monde, avant les séismes ou les conflits.** Au cours de la dernière décennie, plus de 20 millions de personnes chaque année ont ainsi été forcées de quitter leur foyer.

En 2009, les pays riches s'étaient engagés à faire face à leur responsabilité historique de plus gros émetteurs de gaz à effet de serre en finançant les efforts d'adaptation et de réduction des émissions des pays les plus vulnérables. Ils avaient promis 100 millions de dollars par an à partir de 2020. Aujourd'hui, le compte n'y est toujours pas. Les pays riches doivent assumer leur responsabilité et financer vraiment les impacts sur les populations les plus vulnérables.

Les inondations au Pakistan, une illustration alarmante des changements à l'œuvre



© Photo by WAQAR HUSSEIN/EPA-EFE/Shutterstock

En août 2022, le Pakistan connaît les pires inondations de son histoire. Après des pluies de mousson d'une intensité exceptionnelle, un tiers du pays est sous les eaux. Près de 1 400 personnes ont perdu la vie, un million de maisons et deux millions d'hectares de terres agricoles ont été détruits, et six millions de personnes se retrouvent sans abris.

La confédération Oxfam est présente au Pakistan depuis 1973. Face à l'urgence, nos équipes se sont mobilisées dès que possible. Avec nos partenaires, nous intervenons dans deux des provinces les plus touchées dans le Sud-Ouest du pays. L'objectif dans un premier temps est de soutenir 25 000 familles et ménages avec une réponse axée sur l'accès à la nourriture, l'eau potable et l'assainissement. **Merci pour votre soutien qui nous permet d'agir !**

► POUR EN SAVOIR + ET SOUTENIR NOTRE RÉPONSE D'URGENCE AU PAKISTAN :
https://donner.oxfamfrance.org/Urgence_Pakistan

La responsabilité des Etats et des entreprises dans la crise climatique

Les changements climatiques sont un problème mondial qu'il convient d'affronter sur tous les fronts : à l'échelle individuelle, mais surtout à l'échelle collective, que ce soit au niveau local, national ou international. Face aux dérèglements, les solutions existent. Elles reposent sur deux piliers indissociables : d'une part l'atténuation, réduire nos émissions de gaz à effet de serre, et d'autre part l'adaptation, s'adapter aux changements irréversibles qui sont déjà là.

Bien que les actions individuelles soient nécessaires, **les États et les grandes entreprises ont une plus grande capacité d'action et d'influence**. C'est pourquoi depuis de nombreuses années, nous nous mobilisons pour exiger des Etats qu'ils adoptent des mesures plus ambitieuses et respectent leurs engagements, en particulier les pays les plus développés, et des entreprises qu'elles s'engagent dans des trajectoires ambitieuses de réduction de leurs émissions.

Dans notre rapport « *Climat : CAC degrés de trop* »¹ publié en mars 2021, nous mettons en lumière **l'empreinte carbone colossale des plus grandes entreprises françaises**. A elles seules, quatre entreprises – BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Total – ont, chacune prise isolément, une empreinte carbone supérieure à celle de la France. Les entreprises du CAC40 nous mènent vers un monde à +3,5°C, très loin des +1,5°C au-delà desquels les conséquences du réchauffement climatique seront incontrôlables.

Les ultra-riches ont eux aussi un rôle à jouer : le patrimoine financier de 63 milliardaires français émet autant de gaz à effet de serre que celui de la moitié de la population française². C'est autant que le Danemark, la Finlande et la Suède réunis. Le patrimoine financier de trois milliardaires français est même à lui seul responsable de plus de CO₂ que près d'un quart des ménages français !

Et alors que les citoyennes et citoyens sont appelé•e•s à faire de plus en plus d'efforts face aux changements climatiques, **les grandes entreprises ne sont aujourd'hui soumises à aucune obligation climatique**.

La France, quant à elle, ne respecte toujours pas ses propres objectifs nationaux. Pour l'année 2021 par exemple, le 17 mars elle avait déjà émis l'intégralité des gaz à effet de serre qu'elle devra émettre en une année en 2050 pour respecter son objectif de neutralité carbone. Malheureusement, aujourd'hui encore l'Etat refuse de prendre des mesures pour réguler les émissions des grandes entreprises et du secteur bancaire.

Ensemble, nous avons le pouvoir d'agir

Pour faire face au risque que représentent les changements climatiques pour l'ensemble des habitant•e•s de la planète, la réponse doit allier adaptation à cette nouvelle réalité et réduction de nos émissions de gaz à effet de serre. La mobilisation de toute et tous, partout dans le monde, est essentielle pour faire entendre la voix de celles et ceux qui subissent de plein fouet les impacts des changements climatiques.

Et le pouvoir citoyen peut changer la donne ! Il y a bientôt quatre ans, avec trois organisations partenaires³ et le sou-

tien de 2,3 millions de citoyennes et citoyens, nous lançons l'Affaire du siècle, un recours en justice pour dénoncer l'inaction de la France face aux changements climatiques. Le 14 octobre 2021, le tribunal administratif de Paris rendait une décision historique : **la France est condamnée à réparer les conséquences de son inaction climatique !** L'Etat a jusqu'au 31 décembre de cette année pour réparer les graves dommages causés à l'environnement par son inaction climatique, en mettant en œuvre des actions concrètes et très rapides de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous suivons de près les avancées et serons évidemment au rendez-vous pour rappeler à l'Etat ses engagements et sortir au plus vite la France de l'inaction climatique.

La COP27, qui se tiendra en novembre en Egypte, sera une nouvelle occasion de rappeler aux dirigeant•e•s du monde entier, l'urgence d'agir sans plus tarder. **Avec vous, nous restons mobilisés et allons continuer à nous faire entendre pour exiger des engagements forts, concrets et rapides, pour protéger l'ensemble des habitant•e•s de la planète.**

Faire agir les banques pour le climat, c'est possible !

Les banques occupent une place prépondérante dans notre économie. Par les choix d'investissements ou de financements qu'elles font, c'est tout un modèle de société qu'elles façonnent. **L'empreinte carbone des grandes banques françaises représente aujourd'hui près de huit fois les émissions de gaz à effet de serre de la France entière**. Si ces émissions sont aussi considérables, c'est parce qu'encore aujourd'hui, les banques investissent massivement dans les industries polluantes et dépendent notamment largement des énergies fossiles.

Et à travers les banques, c'est notre argent qui pollue. Si nous prenions en compte les émissions de gaz à effet de serre de notre compte bancaire, notre empreinte carbone serait ainsi deux fois plus élevée !

Pourtant, le modèle actuel des banques ne permet aujourd'hui pas aux client•e•s de savoir à quoi sert réellement leur argent. Notre argent, placé en banque, a donc un impact environnemental et social... sans que nous en ayons vraiment la maîtrise.

C'est la raison pour laquelle, depuis de nombreuses années, nous travaillons à mesurer et mettre en lumière l'impact considérables des banques et des grandes entreprises sur le climat. **Nous militons pour une transformation profonde du modèle des banques**, et demandons à l'Etat d'inscrire une obligation légale de se conformer à une trajectoire contraignante de réduction de leur empreinte carbone. Pour une vraie transformation, une régulation publique est indispensable.

➤ POUR TÉLÉCHARGER NOTRE LIVRET NUMÉRIQUE « COMMENT METTRE LES BANQUES AU SERVICE DU CLIMAT » : www.oxfamfrance.org/ebooks



A VOUS D'AGIR

Rejoignez le mouvement pour contraindre les banques à agir pour le climat sur

<https://www.affaire-bnp.fr>

¹ www.oxfamfrance.org/rapports/climat-cac-degrees-de-trop

² <https://bit.ly/EmpreintesMilliardaires>

³ Notre Affaire à tous, le Fondation pour la Nature et l'Homme et Greenpeace France

LES VISAGES **DES CRISES OUBLIÉES**

Chaque jour, la vie de femmes et d'hommes est mise en danger par les conflits ou les changements climatiques. Depuis 2017 la faim gagne du terrain et le rythme avec lequel les catastrophes naturelles s'enchaînent ne cesse de s'accroître. Ces récits de souffrance qui se déroulent au Yémen, au Burkina Faso ou encore au Kenya, Oxfam s'efforce de les conjuguer au passé pour que la pauvreté ne soit plus une fatalité. Alors que les crises durent souvent des années, notre devoir est de mettre en lumière ces visages pour qu'ils ne tombent pas dans l'oubli, et d'alerter sur la situation alarmante dans laquelle se trouvent de millions de personnes.

Ali



© Karff Media/Oxfam

Après sept ans de guerre au Yémen, Ali et sa famille ont vu leur vie durablement impactée par les conséquences du conflit. Ali a dû fuir sa maison et laisser son bétail derrière lui. Aujourd'hui, il collecte du bois pour le revendre afin de subvenir aux besoins de sa famille. « *Mon fils a été malade la semaine dernière, mais je n'ai pas assez d'argent pour l'emmener à l'hôpital* ». Depuis le début du conflit au Yémen, notre réponse sur le terrain a permis de venir en aide à plus de quatre millions de personnes dont Ali, en assurant notamment un accès à l'eau potable et à des installations d'hygiène.

Housseina



© Adrienne Surprenant / Oxfam

Jusqu'en 2017, Housseina gérait une grande exploitation agricole dans le sud de la République Centrafricaine. Mais tout bascule lorsque son village subit l'attaque d'un groupe armé. « *Pendant trois jours, nous étions là, sans rien à manger ni à boire* » nous explique-t-elle. Ce n'est qu'après trois ans qu'Housseina a pu bénéficier de formations et recevoir des semences de la part d'Oxfam, ce qui lui a permis de redémarrer une activité agricole. Aujourd'hui, Housseina peut envisager l'avenir sereinement et commencer à tirer un revenu de cette nouvelle activité.

Diyaara



© Khadija Farah/Oxfam

Dans la région du Wajir, au Kenya, Diyarra subit de plein fouet les effets des changements climatiques et des sécheresses à répétition. Dans cette partie du pays, la pluie se fait attendre depuis plus de quatre ans, ce qui a décimé son troupeau de chèvres. « *La plupart de mes animaux sont morts ces trois dernières années à cause de la sécheresse* ». Les équipes d'Oxfam la soutiennent pour redémarrer une activité de maraîchage davantage résiliente aux sécheresses, grâce aux méthodes de l'agroécologie. Cette nouvelle vie lui permet de retrouver un revenu et d'offrir des conditions de vies décentes à ses enfants.



IL Y A URGENCE À CHANGER NOTRE MODÈLE ALIMENTAIRE !

Le système alimentaire actuel n'est viable ni pour les populations, ni pour la planète. Des centaines de millions de personnes n'ont pas assez à manger et on estime que 47 millions de personnes supplémentaires pourraient se trouver dans une situation de faim aiguë en raison des conséquences du conflit en Ukraine. Dans le même temps, les plus grands négociants mondiaux de matières premières agricoles réalisent des bénéfices records, et les principaux acteurs de l'agroalimentaire se sont considérablement enrichis pendant la pandémie. Pour changer

ce système, il est grand temps de juguler sans délai l'inflation des prix des denrées alimentaires, de rééquilibrer les rapports de force dans les chaînes d'approvisionnement, d'en finir avec l'exploitation non durable des terres agricoles ou encore d'empêcher la spéculation sur les marchés des denrées alimentaires.

Pour lire notre rapport « Cartes sur table. Dix mythes à déconstruire sur les causes de la crise alimentaire mondiale » : www.oxfamfrance.org/rapports/cartes-sur-table

Conflit en Ukraine : Oxfam aux côtés des personnes déracinées



Irina et ses deux enfants ont trouvé refuge dans un centre d'accueil en Pologne, près de la frontière ukrainienne. Son mari est resté en Ukraine. Pologne, avril 2022
© Tineke Dhaese/Oxfam

En février, la vie de millions d'ukrainien·ne·s a brutalement basculé. Plus de six mois après le début du conflit, plus de 7 millions de personnes ont été forcées de quitter le pays pour fuir les combats, des millions sont encore aujourd'hui réfugié·e·s, principalement dans les pays limitrophes tels que la Pologne, la Roumanie et la Moldavie. Le conflit en Ukraine marque un exode inédit en Europe depuis la seconde guerre mondiale. A l'intérieur du pays, les dégâts matériels sont considérables et des millions de personnes restées sur place se trouvent en situation de grave insécurité. Plus de 6,9 millions de personnes seraient aujourd'hui déplacées à l'intérieur du pays, et on estime qu'au moins 40 % de la population a besoin d'assistance humanitaire.

Dès le déclenchement du conflit, les équipes d'Oxfam se sont mobilisées sur le terrain, en Pologne dans un premier temps, puis en Roumanie et en Moldavie où de nombreux·ses ukrainiens et ukrainiennes ont trouvé refuge. Nous y menons notamment des actions pour l'hygiène, l'eau et l'assainissement : installation de sanitaires, de stations de lavage des mains, construction ou rénovation d'infrastructures d'eau potable. Nous apportons également un accompagnement juridique afin d'informer les personnes déplacées de leurs droits et des démarches à entreprendre afin de faciliter leur transit ou leur intégration dans le pays.

En Roumanie, un accent particulier est mis sur la détection et le trafic d'êtres humains. C'est aussi le cas en Moldavie où nous apportons notre aide à la création d'équipes mobiles constituées de juristes, psychologues et assistant·e·s sociales, et qui ont pour rôle d'identifier les femmes et enfants victimes d'abus.

En Ukraine, nous travaillons avec trois organisations internationales afin de soutenir les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Avec la *Swiss Church Aid*, nous contribuons à fournir des rations alimentaires d'urgence à environ 10 000 personnes dans la région de Kharkiv. Aux côtés de *People in Need*, nous apportons une aide financière à 3 000 personnes qui ont dû fuir leur maison en laissant toutes leurs possessions derrière elles. Enfin, nous renforçons le programme d'hygiène d'*Action contre la Faim* en distribuant des kits de dignité dans les abris de Kharkiv, Tchernivtsi, Lviv, Poltava et Dnipro.

Depuis le début du conflit, nos équipes sont intervenues auprès de 779 000 personnes avec des activités en soutien alimentaire, eau, hygiène et assainissement, et protection. En France, votre générosité a permis de collecter plus de 107 000 euros. Nos actions sont rendues possibles grâce à votre soutien. Merci !

SOUTENIR LES « CRISES OUBLIÉES »

Au-delà des impacts pour les ukrainien·ne·s et sur la paix internationale, des millions de personnes sont aujourd'hui touchées directement ou indirectement par le conflit en Ukraine, qui menace lourdement la sécurité alimentaire de nombreux pays déjà vulnérables à la faim comme ceux d'Afrique de l'Est et du Sahel. Alors que la pandémie de COVID-19 avait déjà révélé la fragilité du système alimentaire mondial face aux chocs extérieurs, la situation en Ukraine et en Russie, et notamment les difficultés d'exportations des céréales et d'autres denrées alimentaires, a aujourd'hui un impact considérable sur certains pays déjà en proie à la faim. Avant le début de la guerre en Ukraine, on estimait déjà à 828 millions le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, soit plus d'un dixième de la population mondiale. Les effets de la guerre en Ukraine devraient plonger 47 millions de personnes supplémentaires dans une faim aiguë.

Plus que jamais, nous restons déterminé·e·s à tout faire pour soutenir les personnes affectées par les « crises oubliées », en veillant à ce que les personnes impactées aient accès à de la nourriture, à de l'eau potable et à du matériel d'hygiène, et en défendant leurs droits.

POUR EN SAVOIR + : www.oxfamfrance.org/humanitaire-et-urgences/urgence-ukraine



A VOUS D'AGIR

Pour soutenir nos actions d'urgence dans le monde :

www.oxfamfrance.org/nos-actions-durgence-humanitaire

TÉMOIGNAGE

Féministes en action : soutenir les organisations féministes à travers le monde



Le soutien aux organisations féministes a toujours été une priorité pour la confédération Oxfam. Partout dans le monde, ces mouvements sont en première ligne des combats pour faire avancer les droits des femmes et reculer les inégalités. Lancé en 2021 avec plusieurs organisations

partenaires, le Fonds « Féministes en action » a pour objectif de soutenir des organisations féministes dans 31 pays et renforcer l'écosystème féministe à travers le monde. Rencontre avec Sandra Lhote-Fernandes, Responsable de plaidoyer Santé et Égalité Femmes-hommes à Oxfam France.

Qu'est-ce que le fonds « Féministes en action » ?

Il s'agit d'un projet de la société civile, créé pour soutenir des organisations féministes en Afrique, Asie, Amérique latine et au Moyen-Orient. Il est porté par six organisations : les ONG *Care* et *Equipop*, le *Fonds pour les femmes en Méditerranée*, l'initiative *Pananetugri pour le Bien-être de la Femme (IPBF)*, le *fonds pour les femmes francophone XOSE* et Oxfam France. Ensemble nous voulons montrer que renforcer les associations féministes des suds, c'est possible !

Pourquoi le soutien aux organisations féministes est-il une priorité pour Oxfam ?

Les organisations féministes sont en première ligne pour faire avancer les droits des femmes. Ce sont elles qui se mobilisent pour faire changer les lois et les pratiques défavorables aux femmes et qui mettent en œuvre des programmes clés pour combattre les inégalités. Pourtant elles ne perçoivent qu'une partie infime des financements de l'aide internationale, seulement 0,5 % ! De plus, les financements ne sont pas du tout adaptés à leur réalité. Ils s'accompagnent d'une lourdeur administrative incompatible avec des structures souvent portées à bout de bras par un petit nombre de militantes bénévoles. C'est au cœur de la confédération d'Oxfam de soutenir ces actrices dans leurs combats si essentiels.

Quelles sont les activités soutenues ?

Le Fonds accompagne des projets sur plusieurs thématiques : les droits et la santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les violences, l'autonomisation économique et l'accès aux droits. Depuis son lancement en 2021, déjà plus de cent associations ont reçu des financements.

Concrètement, comment cela se traduit sur le terrain ?

Les organisations soutenues accomplissent un travail exceptionnel ! Par exemple au Tchad, pays frappé de plein fouet par l'insécurité alimentaire et les inégalités femmes-hommes, nous soutenons des coopératives agricoles qui contribuent



à l'autonomisation économique de femmes tchadiennes via l'agriculture biologique, dans la région du Chari-Baguirmi. En Irak, la *Baghdad Women's Association* accompagne les femmes victimes de violences et se mobilise pour la mise en place de politiques de protection. Au Honduras, pays avec le plus fort taux de féminicides au monde, le *Centro de Derechos de Mujeres* se mobilise également pour lutter contre le fléau des violences faites aux femmes.

En quoi ce projet est-il novateur ?

Nous voulons montrer comment la France peut contribuer à renforcer l'écosystème féministe des pays du Sud, qui existe déjà mais qui a vraiment besoin d'être soutenu ! Avec Féministes en action, nous voulons soutenir les associations locales les plus éloignées des financements internationaux : c'est la véritable plus-value du projet. Nous assurons aussi un dialogue entre les militantes des différents pays pour un travail qui se mène au-delà des frontières nationales.

Pourquoi travailler en coalition avec d'autres organisations ?

La sororité, à savoir la solidarité entre femmes, est dans l'ADN de ce fonds ! Avec nos financements nous voulons soutenir l'action collective des associations qui a un plus grand impact pour faire changer les lois et les pratiques défavorables aux femmes. L'union fait la force, et elle a souvent été au cœur des victoires des mouvements de femmes. Nous savons aussi que c'est en formant des coalitions que nous pouvons mettre en commun nos expertises et nos domaines d'action, et ainsi se renforcer mutuellement.

Au-delà des actions sur le terrain, quelles sont les demandes d'Oxfam ?

La France déclare avoir une diplomatie féministe, ce genre de projet va dans ce sens et sont positifs. Mais ils doivent être sanctuarisés et amplifiés car les organisations ont besoin de soutien sur le long terme !

Pour en savoir + et suivre l'actualité du fonds :
www.feminaction.fr



CES PERSONNES QUI S'ENGAGENT



Mobilisation au festival We Love Green © Oxfam

LES BÉNÉVOLES EN ACTION

De festival en festival : un été de mobilisation

Tout l'été, de Dijon à Paris, en passant par Marseille et Bordeaux, les bénévoles d'Oxfam sont parti•e•s à la rencontre de plus d'un millier de festivalier•ère•s pour échanger sur les inégalités et les changements climatiques. De juin à septembre, petits et grands festivals – le VYV festival, les Solidays, le Delta Festival, Climax ou encore la Fête de l'Humanité, etc. – ont accueilli les militant•e•s des groupes locaux pour porter les combats de l'association auprès des citoyen•ne•s. Au programme : festivaliers et festivalières ont été invité•e•s à révéler, pinceaux à la main, les portraits de femmes engagées pour la justice climatique et de genre, à travers une fresque artistique participative haute en couleur. L'objectif était de mettre en avant l'engagement de ces activistes qui luttent pour la justice climatique et de genre dans leur pays, des Îles Fidji au Pérou, en passant par le Tchad, et de donner envie d'agir à tout âge. Comprendre et s'informer est le premier pas vers l'action et un véritable levier de sensibilisation et de changement : en festival, c'est en musique, dans la bonne humeur et sous le soleil que les bénévoles font vivre le pouvoir citoyen !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamfrance.org/militer-localement



MARCHER POUR LA SOLIDARITÉ

Trailwalker : une année riche en solidarité !

Cet été, la ville de Dieppe a de nouveau accueilli le Trailwalker Oxfam les 2 et 3 juillet. Pour cette troisième édition normande, ce sont 236 équipes qui ont pris le départ face à la mer, accompagnées de 1 234 supporters et supportrices pour les soutenir tout au long des 100 km du parcours. 130 bénévoles ont fait de cet événement une fête remplie de solidarité, d'entraide et de partage.

Cette année 2022 fut aussi placée sous le signe de la nouveauté avec la toute première édition du Trailwalker Oxfam dans la Métropole de Lyon : un parcours sportif avec un dénivelé positif de plus de 2 000 mètres. Les 8 et 9 octobre, 209 équipes ont pris le départ au sein du Grand Parc Miribel Jonage, un écrin de nature préservée de 2 200 hectares aux portes de Lyon. Les équipes ont pu compter sur le soutien indéfectible de leurs supporters qui étaient plus de 950, et de 140 bénévoles.

Au total, ce sont plus de 780 000 € qui ont été collectés par les marcheurs et marcheuses cette année pour financer les actions d'Oxfam France !

Fort de cet enthousiasme, le Trailwalker Oxfam revient en 2023 avec deux dates et une toute nouvelle destination ! Il reviendra à Dieppe les 1^{er} et 2 juillet 2023 pour sa quatrième édition normande, avec de nouveau un parcours inédit. Le Trailwalker débarque aussi en Gironde le 13 et 14 mai. Un nouveau territoire qui promet un parcours varié à travers les forêts et coteaux !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamtrailwalker.fr

© Jan Schmidt-Whitley / Oxfam

MERCI

À TOUTES LES PERSONNES QUI NOUS SOUTIENNENT
ET PARTAGENT NOTRE CONVICTION QUE LA PAUVRETÉ
ET LES INÉGALITÉS NE SONT PAS INÉLUCTABLES.

TRANSMETTEZ VOS VALEURS POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Grâce au soutien durable du legs, nos campagnes et nos actions ont un impact encore plus retentissant et nous permettent de contribuer à bâtir un monde plus solidaire et plus juste. Transmettre vos valeurs via un legs est un geste magnifique et émouvant de générosité au nom des générations futures, pour un monde plus juste, en votre nom.

Oxfam France est habilitée à recevoir des legs, donations et assurances-vie avec une exonération complète d'imposition par l'intermédiaire de son fonds de dotation, constitué conformément à la loi du 4 août 2008.

Pour toute question, **Jérémy Maurin, responsable de la collecte de fonds et des legs se tient à votre disposition – en toute confidentialité** : par courrier au 62 bis avenue Parmentier 75011 Paris, par téléphone sur sa ligne directe au 01 85 56 84 85 ou par e-mail : jmaurin@oxfamfrance.org.

POUR EN SAVOIR +
[HTTP://OXFAM/LEGUER](http://oxfamfrance.org/leguer)

AVANTAGE FISCAL

Les dons aux associations d'intérêt général comme Oxfam France ouvrent droit à une réduction d'impôt : si vous êtes imposable, 66 % du montant de votre don pourra être déduit du montant de votre impôt dans la limite de 20 % de votre revenu net imposable.

Avec cet avantage fiscal, vous soutenez les actions d'Oxfam France et vous attirez également l'œil des responsables politiques en orientant une partie du montant des impôts vers la solidarité internationale !

En vue de votre déclaration, nous vous faisons parvenir un reçu fiscal une fois par an. Les donateurs et donatrices nous ayant soutenu durant l'année 2022 **recevront en début d'année 2023 un reçu fiscal regroupant l'ensemble du montant de leurs dons de l'année 2022.**

POUR EN SAVOIR +
[WWW.OXFAMFRANCE.ORG/REDUCTION-IMPOT](http://www.oxfamfrance.org/reduction-impot)

Oxfam France - INFO'ACTIONS 133
Périodicité biannuelle - ISSN : 1155-200X
Directeur de la publication : Frédéric Séguret
Coordination de la rédaction : Charlotte Béal
Rédactrice en chef : Cécile Duflot
Conception et réalisation graphique : Maya Lambert
Photo couverture : Agnès Jailosi devant son champ de légumes dans le district de Balaka au Malawi © Watipaso Kaliwo/Oxfam
Photo dos : Mobilisation pour le climat, octobre 2021 © Laurence Geai
Imprimé en France par ESTIMPRIM, 6, ZA À la Craye, 25110 Autechaux

OXFAM FRANCE

62 bis avenue Parmentier
75011 Paris
Tél. : 01 56 98 24 40
info@oxfamfrance.org
www.oxfamfrance.org
[@oxfamfrance](https://www.instagram.com/oxfamfrance)
[OxfamFrance](https://www.facebook.com/OxfamFrance)

RENOUVELLEMENT DU LABEL DON EN CONFIANCE

- AVRIL 2022 -

